



**Mémoire présenté au Comité sénatorial
permanent des affaires sociales, des
sciences et de la technologie**

*En ce qui concerne la stratégie « Réaliser le potentiel des
sciences et de la technologie au profit du Canada »*

Noreen Golfman, présidente

Fédération canadienne des sciences humaines

Janvier 2008

Résumer les points essentiels

Les sciences humaines peuvent contribuer, et contribuent effectivement de manière directe et concrète à l'atteinte des priorités du gouvernement ainsi qu'au bien public. La Fédération estime que cette contribution devrait être clairement reconnue et appuyée dans le cadre de la stratégie relative aux sciences et à la technologie.

La recherche comporte une dimension matérielle, mais aussi des dimensions humaine, environnementale et sociale qui contribuent toutes à la prospérité et au bien-être des Canadiens. L'investissement dans les sciences humaines, et pas seulement dans les sciences de la santé et les nouvelles technologies, doit être appuyé comme l'un des biens publics les plus essentiels qu'un État puisse fournir à ses citoyens.

Compte tenu du rôle important que peuvent jouer les sciences humaines pour aider le gouvernement à atteindre ses objectifs, la Fédération estime que les décideurs devraient avoir accès aux recommandations les plus équilibrées possibles. On peut y arriver grâce à une représentation accrue des différentes disciplines des sciences humaines au sein du Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation et autres comités consultatifs et conseils, de même que dans les mémoires présentés aux comités du Sénat et de la Chambre des communes.

Le gouvernement fédéral devrait saisir l'excellente occasion offerte par les chercheurs en sciences humaines pour ce qui est d'apporter leur contribution à l'économie de l'innovation.

Les sciences humaines ont leur place dans le système d'innovation, et on devrait encourager les entreprises à créer davantage de partenariats avec le milieu des sciences humaines, partenariats avantageux pour l'économie et le public.

La recherche d'intérêt national, du point de vue de ses avantages sur les plans social, économique, environnemental et de la santé, n'est pas seulement l'affaire des sciences et de la technologie. En fait, bon nombre des questions relevées dans la stratégie nécessitent un examen attentif des composantes humaine et sociale afin d'assurer le plus grand bénéfice possible pour la société canadienne.

Un esprit formé, innovateur et nourri d'une culture de la créativité est un puissant stimulant. Les solutions créatives et innovantes viennent du développement des compétences et de l'imagination. Toutefois, un avantage concurrentiel et une position de leader sur la scène internationale ne vont pas sans une compréhension élargie et approfondie du monde et de ses habitants.

I. Introduction

La Fédération canadienne des sciences humaines se réjouit de la publication de la stratégie du gouvernement fédéral relativement aux sciences et à la technologie, qui s'intitule : « *Réaliser le potentiel des sciences et de la technologie au profit du Canada* ». L'investissement dans la recherche et l'innovation et un soutien à cet égard sont nécessaires à la réussite du Canada sur une scène internationale de plus en plus concurrentielle.

La stratégie est axée presque exclusivement sur deux domaines : la promotion de la recherche et du développement dans le secteur privé et la commercialisation de la recherche académique. Bien que le gouvernement indique qu'il continuera à appuyer la recherche de base, il cherche à adopter une méthode plus stratégique de fixation de priorités de recherche, de même qu'un programme de recherche davantage ciblé. Le but principal de la stratégie est clair. Si la connaissance peut être utilisée à l'appui d'un avantage entrepreneurial, si la recherche peut donner lieu à un produit commercialisable, elle sera soutenue par un investissement du fédéral.

Les sciences humaines peuvent contribuer, et contribuent effectivement de manière directe et concrète à l'atteinte des priorités du gouvernement ainsi qu'au bien public. La Fédération estime que cette contribution devrait être clairement reconnue et appuyée dans le cadre de la stratégie relative aux sciences et à la technologie.

Le passage direct de l'invention à l'industrie n'entraîne pas nécessairement une augmentation de la qualité de vie des Canadiens. **La recherche comporte une dimension matérielle, mais aussi des dimensions humaine, environnementale et sociale qui contribuent toutes à la prospérité et au bien-être des Canadiens. L'investissement dans les sciences humaines, et pas seulement dans les sciences de la santé et les nouvelles technologies, doit être appuyé comme l'un des biens publics les plus essentiels qu'un État puisse fournir à ses citoyens.** L'objectif est autant d'améliorer le Canada que de le rendre plus concurrentiel sur le plan économique.

1. Définition des sciences

Les associations scientifiques et les conseils reconnaissent de plus en plus qu'une définition étroite des sciences dans le cadre du processus d'élaboration des politiques n'est plus ni souhaitable, ni viable. Les sciences en sont venues à être définies en des termes plus larges, en tant que connaissances concernant toute une variété de sujets et de méthodes. En fait, l'Association des universités et collèges du Canada et le Conseil des académies canadiennes, dans leurs mémoires présentés au gouvernement dans le cadre du processus de consultations pour la Stratégie des

Mémoire présenté au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

sciences et technologies, font valoir que les études portant sur les sciences et leur impact pour le Canada devraient tenir compte des sciences humaines; que les priorités gouvernementales dans le domaine des sciences et de la technologie devraient être définies de la façon la plus large possible; et que le milieu des sciences humaines devrait participer activement au processus d'établissement de priorités aux premières étapes de la stratégie (Comité, 1 et AUCC, i).

Malgré ces avis, les politiques et stratégies gouvernementales actuelles tendent à faire passer le soutien à la technologie et aux sciences « pures » avant celui accordé aux sciences humaines. Par exemple, le gouvernement a récemment éliminé les trois organes consultatifs externes en place au profit d'un Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation composé de 17 membres nommés par le gouvernement fédéral. Le Conseil, qui relève directement du ministre de l'Industrie, est chargé de fournir au ministre « des conseils stratégiques fondés sur des faits en ce qui concerne les enjeux des sciences et de la technologie, et de produire de façon périodique des rapports nationaux qui situeront le rendement du Canada... par rapport aux normes internationales d'excellence. » (Canada, 15). Ce conseil, sur lequel le ministre s'appuie pour des avis en matière de politiques, est en grande partie composé de représentants des secteurs des sciences naturelles et de la santé, ou des sciences « pures ». **Compte tenu du rôle important que peuvent jouer les sciences humaines pour aider le gouvernement à atteindre ses objectifs, la Fédération estime que les décideurs devraient avoir accès aux recommandations les plus équilibrées possibles. On peut y arriver grâce à une représentation accrue des différentes disciplines des sciences humaines au sein du Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation et autres comités consultatifs et conseils, de même que dans les mémoires présentés aux comités du Sénat et de la Chambre des communes.**

Dans la stratégie scientifique et technologique, on admet que les sciences humaines peuvent jouer un rôle dans notre système d'innovation, sans toutefois reconnaître l'importance d'un tel rôle. S'il est tentant de considérer les sciences, l'ingénierie et la technologie comme des facteurs déterminants pour la hausse du niveau de vie ainsi que les avantages sociaux qui en découlent, les sciences humaines nous permettent de comprendre les conséquences du passage à une économie du savoir, d'évaluer les questions touchant la vie des Canadiens ordinaires et de saisir l'influence du comportement humain sur le monde qui nous entoure.

II. La Stratégie scientifique et technologique

On peut lire, dans la Stratégie scientifique et technologique, que celle-ci vise à créer trois avantages :

1. **Avantage entrepreneurial** : transférer les connaissances en application pratique.
2. **Avantage du savoir** : positionner le Canada à la fine pointe des travaux importants qui engendrent des retombées pour la santé, l'environnement, la société et l'économie.
3. **Un avantage humain** : former la main-d'œuvre la plus instruite, la plus compétente et la plus souple au monde.

Les sciences humaines peuvent contribuer de bien des façons à l'économie nationale et au bien-être des Canadiens. **La Fédération estime que le gouvernement fédéral devrait saisir l'excellente occasion offerte par les chercheurs en sciences humaines pour ce qui est d'apporter leur contribution à l'économie de l'innovation.**

1. L'avantage entrepreneurial

Le premier avantage – **l'avantage entrepreneurial** – est axé sur la conversion du savoir acquis grâce à la recherche de pointe en applications commerciales. Plus particulièrement, la stratégie encourage le secteur privé à accroître son soutien financier à la recherche dans le domaine des sciences et de la technologie.

De l'avis de la Fédération, les sciences humaines ont leur place dans le système d'innovation, et on devrait encourager les entreprises à créer davantage de partenariats avec le milieu des sciences humaines, partenariats avantageux pour l'économie et le public.

Il existe peu de données sur le soutien du secteur privé à la recherche en sciences humaines, mais la lecture de documents de presse fournis par des universités de partout au Canada en ce qui a trait à un soutien financier au monde universitaire donne fortement à penser que les partenariats entre le monde des affaires et le milieu des sciences humaines ont traditionnellement pris la forme de bourses d'études et de prix plutôt que d'un investissement dans des projets de recherche particuliers en vue d'une application commerciale.

Prenons l'exemple de la nouvelle bourse d'études supérieures en technologie et société de l'Université

d'Ottawa, créée en mars 2007 et d'un montant de 20 000 \$, qui doit être octroyée à un étudiant des cycles supérieurs qui étudie l'impact et la pertinence de la technologie en ce qui a trait aux politiques publiques, aux processus démocratiques, au développement international ou à la société. (http://www.medias.uottawa.ca/salledesmedias/nouvelles-details_1106.html)

De nouveaux partenariats semblables à ceux envisagés dans la stratégie se créent, alors que des représentants des entreprises et de la communauté universitaire reconnaissent les avantages pratiques de la recherche en sciences humaines pour l'économie et la société. Par exemple :

- En février 2007, l'Université York a annoncé la création du *Consortium on New Media, Creative and Entertainment Research and Development* de la région de Toronto (CONCERT), un partenariat regroupant des entreprises multinationales ou PME appartenant aux industries créatives du divertissement, du télévisuel et autres; le monde universitaire; le gouvernement; et l'industrie. CONCERT fera des industries créatives de la région un regroupement compétitif à l'échelle mondiale pour permettre à la région du grand Toronto de gagner une plus grande part du lucratif marché mondial du divertissement. (<http://www.yorku.ca/ylife/2007/03-March/03-12/concert-031207.htm>)

Les entreprises commencent à se rendre compte que l'établissement de partenariats avec des chercheurs des sciences humaines fournit également d'importantes occasions d'évaluer les futurs marchés et de comprendre les comportements et besoins des utilisateurs. Par exemple :

- L'initiative TAPoR, un partenariat entre IBM Canada, l'Université de Toronto et l'Université McMaster, permet aux chercheurs de procéder à des recherches lexicales, comme des analyses de texte qu'il aurait été impossible de faire manuellement. En retour, IBM a bénéficié de points de vue utiles sur la façon dont une grande partie de son futur marché – collèges et universités – utilise les ordinateurs, et sur la manière dont les applications d'analyse de textes dominant maintenant Internet lui-même. (<http://www.news.utoronto.ca/bin6/071010-3438.asp>)

Le gouvernement est plus susceptible d'atteindre les objectifs qu'il a établis dans la stratégie scientifique et technologique s'il reconnaît les bénéfices réciproques d'un partenariat entre le milieu des sciences humaines et celui des affaires, et s'il fait davantage au chapitre de la promotion de ce type de partenariats. Il se crée un avantage entrepreneurial quand le secteur privé établit des partenariats avec le milieu des sciences humaines afin de « trouver de nouvelles solutions et de nouveaux processus pour ce qui est des modèles d'entreprises et des défis opérationnels, plutôt que d'attendre que les heureux bienfaits des sciences laboratoires rejaillissent dans le monde réel. » (Cunningham, 4).

2. L'avantage du savoir

Le deuxième avantage – l'avantage du savoir – vise à positionner le Canada à la fine pointe des travaux importants qui engendrent des retombées pour la santé, l'environnement, la société et l'économie. La stratégie précise quatre domaines principaux de recherche :

- Sciences et technologies de l'environnement;
- Ressources naturelles et énergie;
- Sciences et technologies de la santé et sciences de la vie connexes; et
- Technologies de l'information et des communications.

Selon la Fédération, la recherche d'intérêt national, du point de vue de ses avantages sur les plans social, économique, environnemental et de la santé, n'est pas seulement l'affaire des sciences et de la technologie. En fait, bon nombre des questions relevées dans la stratégie nécessitent un examen attentif des composantes humaine et sociale afin d'assurer le plus grand bénéfice possible pour la société canadienne.

Certains projets de recherche en cours fournissent d'excellents exemples de la contribution que le milieu des sciences humaines apporte déjà dans ces domaines. Par exemple :

- La recherche actuelle dans le domaine des sciences et de la technologie reconnaît la nécessité d'étudier l'impact des implications éthiques, économiques, environnementales, juridiques et sociales des nouvelles technologies. Cette recherche, appelée EEELS ou ELSI, traite précisément de questions d'importance nationale comme l'amélioration de la qualité de vie des Canadiens, la sécurité publique et l'influence du Canada dans le monde. Génome Canada, par exemple, a consacré une partie de ses budgets à la recherche EEELS, qui s'inscrit directement dans le domaine des sciences humaines. (<http://www.genomecanada.ca/xresearchers/researchPrograms/projects/index.asp?o=d&d=6&l=e>).
- David Castle, détenteur d'un doctorat en philosophie et titulaire de la chaire de recherche du Canada en sciences et société de l'Université d'Ottawa, mène une recherche sur la résistance sociétale aux progrès technologiques et développe des cadres d'analyse qui serviront à évaluer l'innovation et les recommandations en matière de gouvernance. (http://www.chairs.gc.ca/web/chairholders/viewprofile_f.asp?id=2154&Researcher=david+castle&Keyword=&Search.x=0&Search.y=0)
- En décembre 2007, James Ford, un post-doctorant du département de géographie de l'Université McGill, a reçu l'un des trois prix des jeunes innovateurs des Réseaux de centres d'excellence (RCE) pour ses travaux sur les changements climatiques et ses efforts pour faire connaître les résultats de son travail à un auditoire élargi. La recherche de Ford se

Mémoire présenté au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

concentre sur la vulnérabilité des populations inuites face aux changements climatiques. Il a publié onze articles évalués par des collègues, collaboré avec les collectivités et institutions inuites, conseillé les gouvernements et organismes du Nord quant à l'élaboration de politiques et participé à des débats médiatiques sur les changements climatiques. De plus, grâce à son travail dans le cadre du projet ArcticNet, il a aidé les collectivités et l'industrie à atténuer les impacts des changements climatiques sur l'économie. (<http://www.mcgill.ca/newsroom/news/?ItemID=28135>)

- L'Institut canadien de recherche avancée (ICRA) effectue actuellement des recherches économiques visant à mesurer le bien-être d'une société. En plus de contester les grandes idées économiques, la recherche de ces spécialistes apportera de nouvelles idées révolutionnaires au sujet des aspects économiques liés aux genres, à la politique et aux minorités culturelles. Les nouvelles observations et explications « auront une incidence sur les politiques publiques à tous les niveaux, du local à l'international ». (<http://cifar.ca/web/home.nsf/pages/intersociales---fre!opendocument&language=french>)

Toute stratégie en matière de sciences et technologie doit absolument pouvoir s'appuyer sur des efforts de recherche dans les sciences humaines et les chercheurs canadiens sont fort bien placés pour agir comme chefs de file à ce chapitre. Ainsi, le rapport produit par le Conseil des académies canadiennes, qui est à l'origine des recommandations du gouvernement, relevait différents secteurs des sciences humaines où l'expertise canadienne se fait de plus en plus sentir comme les médias, le multimédia, l'animation et les jeux, les arts visuels et la création artistique, de même que de nouveaux secteurs interdisciplinaires comme la santé des Autochtones, le vieillissement de la population et la santé des hommes et des femmes (Comité, 5-10).

Les recherches sur l'acquisition de la langue et l'identité culturelle menée à l'Université d'Ottawa, les travaux de l'Université du Québec en Outaouais sur les aspects de l'éducation de la petite enfance susceptibles de façonner le talent de futurs lauréats du prix Nobel et les recherches sur les ressources côtières de l'Université Memorial sont autant d'exemples de la contribution des sciences humaines à l'économie du savoir grâce à l'avantage cognitif qu'elles procurent. Bien qu'il y ait peu de chances que ces projets de recherche aboutissent à un produit commercialisable ou à la délivrance d'un brevet, leur contribution à l'économie et au bien public est incontestable.

3. L'avantage humain

Le troisième et dernier avantage ciblé dans la stratégie en matière de sciences et technologie – **l'avantage humain** – s'articule autour de l'amélioration des possibilités offertes aux diplômés, de l'élargissement du bassin de spécialistes branchés sur le monde à la disposition des entreprises et autres organisations, et d'un enthousiasme accru à l'égard des sciences et des technologies au sein

Mémoire présenté au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie de la population canadienne.

La Fédération est d'avis qu'un esprit instruit et novateur élevé dans une culture de la créativité constitue un puissant stimulant. C'est en développant les compétences et l'imagination des gens qu'on peut en arriver à des solutions novatrices. Cependant, pour être véritablement en mesure de devancer la concurrence et d'être un chef de file à l'échelle mondiale, il faut posséder une compréhension approfondie de la planète et des gens qui la peuplent.

Aux yeux de la Fédération, nous nous montrerions imprévoyants en mettant trop l'accent sur l'acquisition de compétences techniques qui peuvent rapidement devenir obsolètes. Outre les connaissances et les compétences techniques, les futurs travailleurs canadiens auront besoin de compétences pouvant être acquises efficacement par le truchement des sciences humaines. Ainsi, les travailleurs devront pouvoir :

- communiquer efficacement et ce, dans plus d'une langue;
- comprendre le comportement humain et appliquer cette compréhension dans leurs travaux de recherche;
- comprendre les différences entre les cultures et négocier en conséquence;
- comprendre les forces et les fluctuations du marché;
- comprendre les impacts des produits et des services nouveaux et novateurs sur l'environnement, l'économie et la société en général.

Nous avons besoin de personnes capables de régler des problèmes tout autant que nous avons besoin d'inventeurs. Selon Jim Balsillie, codirecteur général de Research in Motion : « Pour être des intervenants actifs sur la scène mondiale, nous devons bien comprendre le monde » (B2). Il a récemment créé le Conseil international du Canada, qui a mis sur pied un programme de bourses de recherche ciblant tant les chercheurs éminents et établis que les jeunes cerveaux canadiens remplis de promesses et leur offrant la possibilité de guider le pays dans la recherche de solutions aux problèmes urgents en matière de politique étrangère. Les boursiers du CIC se consacreront pendant 6 à 12 mois à un projet de recherche axé sur un enjeu précis de politique étrangère, chaque projet visant à formuler une série de recommandations pratiques (<http://www.conseilinternationalducanada.org/fellowships.php>). Il a également financé la création du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI) et de la Balsillie School of International Affairs – les deux relevant de l'Université de Waterloo – qui permettront une collaboration entre les plus brillants esprits de la planète afin de trouver des solutions et de sensibiliser la prochaine génération de décideurs internationaux.

À l'Université McMaster, le chancelier Lynton Wilson a récemment versé 10 millions de dollars au

Mémoire présenté au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

programme des arts de l'université en faisant valoir que « ces disciplines joueront un rôle important dans le développement de la prochaine génération d'entrepreneurs, de décideurs, d'innovateurs et de politiciens qui nous permettront de continuer à soutenir la concurrence et à faire montre de compassion sur la scène internationale. »

<http://www.mcmaster.ca/opr/html/opr/media/main/NewsReleases/2007/Wilsongiftannouncement.html>

4. Investir dans les sciences humaines

Selon une étude récente de Statistique Canada, les diplômés universitaires sont des éléments moteurs de la croissance de l'emploi au sein de leur ville de résidence et c'est en attirant des scientifiques et des ingénieurs qu'une ville est le plus susceptible de bénéficier d'une telle croissance (Beckstead, Brown et Gellatly, 7). Il est important de noter que, pour les fins de cette étude, on a inclus dans la définition de « scientifiques et ingénieurs » les spécialistes des sciences sociales et des disciplines connexes, à savoir les économistes, les politologues, les psychologues, les sociologues et les anthropologues, notamment. L'étude a révélé que les villes comptant une plus forte proportion de diplômés universitaires, principalement dans les disciplines précitées, profitaient d'un taux de croissance moyen de 2 p. 100, comparativement à 1,6 p. 100 pour les villes où la concentration de diplômés est moins forte.

L'étude de Statistique Canada vient s'ajouter à différentes recherches ayant déjà établi un lien entre l'importance du capital humain dans la croissance des villes. Ces recherches démontrent que notre performance économique est tributaire de notre capacité d'innovation et de création, laquelle doit pouvoir s'appuyer sur une main-d'œuvre instruite, compétente, réseautée et imaginative (Florida, 743-755).

On peut également faire valoir certaines données indiquant que les investissements dans les sciences humaines font partie des mesures essentielles à la survie et à la prospérité du Canada au sein de l'économie mondiale. Ainsi, l'analyse statistique révèle que, dans un contexte où les compétences en imagination créatrice, en pédagogie et en gestion sont fortement prisées, les diplômés en sciences humaines et sociales peuvent se retrouver avantagés au sein de l'économie planétaire, par rapport à leurs contemporains des autres secteurs d'activité. L'analyse coûts-avantages indique que le taux de rendement pour la société des investissements dans les sciences sociales (9 %) et l'éducation (10,2 %) sont supérieurs à ceux obtenus pour le génie (7,9 %) ainsi que pour les mathématiques et les sciences physiques (7,4 %) (Allen, 39).

Toujours selon la même étude, le taux de rendement des investissements dans les sciences humaines (7,8 %) est comparable à celui du génie et légèrement supérieur à celui des

Mémoire présenté au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie mathématiques et des sciences physiques. En outre, une formation en sciences humaines et sociales semble influencer grandement sur les possibilités de revenu. Entre la vingtaine et la cinquantaine, les diplômés en sciences humaines voient leur revenu grimper, en moyenne, de 78 p. 100. Dans le cas des diplômés en sciences sociales, l'augmentation est de 106 p. 100 pour la même période (Allen, 41, 27).

Les diplômés en sciences humaines et sociales contribuent donc de façon significative à l'économie. Ils jouent un rôle essentiel en matière d'innovation, de progrès et de mieux-être social.

5. Rôle de la Fédération

Le gouvernement fédéral appuie la recherche postsecondaire sur différents tableaux. Des allocations budgétaires sont consenties à trois grands conseils subventionnaires : les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), le Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie (CRSNG) et le Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH). On investit également dans des programmes gouvernementaux comme le Programme de bourses d'études supérieures du Canada et le Programme des coûts indirects. Des transferts sont en outre effectués aux provinces et aux territoires aux fins de l'éducation postsecondaire. Enfin, le gouvernement fédéral établit l'orientation stratégique qui guide ces déboursés. Les plus récentes stratégies en matière financière mettent l'accent sur la responsabilisation, la transparence et l'optimisation des investissements fédéraux. **La Fédération canadienne des sciences humaines contribue à mettre en lumière les investissements fédéraux en faveur de l'éducation postsecondaire et de la recherche grâce à deux de ses principaux programmes :**

- Le Congrès des sciences humaines, autrefois appelé Congrès des sociétés savantes, est le plus grand rassemblement annuel d'universitaires au Canada; son caractère multidisciplinaire le rend unique au monde. Le Congrès est un véritable festival intellectuel qui offre une importante tribune où scientifiques et chercheurs, nouveaux comme chevronnés, peuvent mettre en commun leurs idées novatrices et discuter des grandes questions d'actualité. De par son caractère tout à fait national, le Congrès constitue une excellente vitrine pour les travaux de recherche en sciences humaines rendus possibles par les subventions fédérales et le Programme des chaires de recherche du Canada. La Fédération s'assure de rejoindre les membres de la collectivité locale – les artistes, les gens d'affaires, les Autochtones, les anciens étudiants, notamment – pour obtenir leur participation. La couverture médiatique dont le Congrès bénéficie témoigne de l'intérêt énorme pour les sciences humaines aux échelons local, régional et national. On a ainsi recensé quelque 212 reportages dans les journaux, à la télévision, à la radio et sur Internet au sujet du Congrès 2007 dont l'Université de la Saskatchewan était l'hôtesse.
- La Fédération tient six fois par année un petit déjeuner-causerie sur la Colline qui permet à des chercheurs de pointe en sciences humaines et sociales de s'adresser aux députés, aux sénateurs et à leur personnel, aux hauts fonctionnaires et aux décideurs

gouvernementaux, aux ONG et aux médias pour traiter de questions brûlantes d'actualité. Il s'agit d'une tribune apolitique pour un large éventail de disciplines et de points de vue sur des sujets comme la mission de combat canadienne en Afghanistan, le profilage racial, l'immigration, le taux de change et l'évolution de la famille canadienne. Au cours de l'année parlementaire 2007-2008, 549 personnes ont ainsi pu se mettre au fait de différents dossiers stratégiques à la lumière des recherches exceptionnelles réalisées au Canada grâce au soutien financier du gouvernement fédéral.

6. Conclusion

Le gouvernement fédéral a, à juste titre, insisté fortement sur le financement de la science et de la technologie, reconnaissant ainsi les avantages que peut procurer l'innovation. Les chercheurs en sciences humaines et sociale encouragent de tels investissements et la Fédération continuera de conseiller les parlementaires relativement aux décisions budgétaires à l'appui de la recherche (<http://www.fedcan.ca/francais/pdf/publications/FinanceBrief2008-f.pdf>).

Toutefois, l'avenir économique et social du Canada repose tout autant sur ses sciences humaines que sur ses sciences naturelles, du génie et de la santé. Le succès est tributaire du potentiel humain, de l'excellence humaine.

La Fédération estime que les sciences humaines sont un élément important de notre capacité à soutenir la concurrence sur les marchés internationaux et à participer à la société mondiale en contribuant au bien public.

Principaux travaux cités

Allen, Robert C. « The Employability of University Graduates in the Humanities, Social Sciences and Education: Recent Statistical Evidence. » Document de travail N° 98-15. Colombie-Britannique: Université de la Colombie-Britannique, 1998.

Association des universités et collèges du Canada. Mémoire présenté par l'AUCC aux ministres de l'Industrie et des Finances en vue de l'élaboration d'une stratégie en matière de sciences et de technologie pour le Canada. Ottawa: AUCC, 2007.

Balsillie, Jim. « To Be World Players, We Need to Understand the World. » The Globe and Mail 10 septembre 2007, B2

Beckstead, Desmond, W. Mark Brown et Guy Gellatly. Villes et croissance: Le cerveau gauche des villes nord-américaines: scientifiques et ingénieurs et croissance urbaine. Ottawa: Industrie Canada, 2008.

Mémoire présenté au Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

Comité pour le rapport sur l'état de la science et de la technologie au Canada. L'état de la science et de la technologie au Canada. Ottawa: Conseil des académies canadiennes, 2006.

Cunningham, Stuart. « Oh, the Humanities! Australia's Innovation System is Out of Kilter. » Symposium. 37 (2007): 4-6

Florida, Richard. « The Economic Geography of Talent. » Annals of the Association of American Geographers. 92:4 (2002): 743-755.

Canada. Industrie Canada. Réaliser le potentiel des sciences et de la technologie au profit du Canada. Ottawa: Industrie Canada, 2007.

Fédération canadienne des sciences humaines

La Fédération canadienne des sciences humaines fait la promotion de la recherche, de l'enseignement et de la diffusion des connaissances en sciences humaines et sociales. Elle compte parmi ses membres 67 associations de recherche et 72 universités et collèges, regroupant ainsi plus de 50 000 chercheurs-boursiers, étudiants et praticiens de toutes les régions du Canada.

La Fédération

- représente et rassemble la plus nombreuse communauté de recherche au Canada;
- organise chaque année le Congrès des sciences humaines, le plus important rassemblement multidisciplinaire de chercheurs en Amérique du Nord;
- administre un programme qui appuie la publication de 185 ouvrages scientifiques par année;
- décerne chaque année des prix pour les ouvrages scientifiques;
- tient une série de causeries sur la Colline du Parlement pour mettre les décideurs au fait de la recherche en sciences humaines;
- traite les problèmes professionnels, y compris les questions d'éthique;
- réalise des projets de recherche qui contribuent à l'avancement des connaissances en sciences humaines au Canada.

La Fédération est un organisme de bienfaisance sans but lucratif dirigé par un comité exécutif et un conseil d'administration composés de chercheurs provenant de ses entités membres et doté d'un secrétariat permanent à Ottawa.